

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Carrières
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES cedex 02

NÎMES, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES

115 rue de la Source
BP 60029
St-Saturnin-les-Avignon
84271 Vedène cedex

Références : 2022-08-524
Code AIOT : 0006600767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES implanté au lieu-dit La Montagne 30150 SAUVETERRE. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de vérifier le respect :

- des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n°21-046 du 25/10/2021,
- de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19-001N du 8/01/2019, complétées par celles des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières (surveillance environnementale).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES
- lieu-dit La Montagne 30150 SAUVETERRE
- Code AIOT : 0006600767
- Régime : Autorisation Statut Seveso : Non Seveso

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement des matériaux extraits ainsi qu'une installation de transit de produits minéraux commercialisables sont également présentes in situ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consistance des installations autorisées (article 1.3.3 AP n°19-001N du 8/01/2019),
- les prescriptions objet de la dernière mise en demeure (article 1 AP MD n°21-046 du 25/10/2021),
- la surveillance des émissions de poussières (article 3.2 AP n°19-001N du 8/01/2019 complété par articles 19.5 à 19.9 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- les consommations d'eau (article 4.1.2 AP n°19-001N du 8/01/2019),
- le contrôle des niveaux acoustiques (article 6.2.3 AP n°19-001N du 8/01/2019),
- les installations électriques (article 7.2.3 AP n°19-001N du 8/01/2019).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.3.3	/	Sans objet
2	Prescriptions objet MD	AP de Mise en Demeure du 25/10/2021, article 1	/	Sans objet
3	Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
4	Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
5	Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
6	Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet
7	Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet
9	Contrôle des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 6.2.3	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées des arrêtés précités sont globalement bien respectées.

Les prescriptions objet de l'arrêté préfectoral portant **mise en demeure n°21-046 DREAL du 25/10/2021** sont respectées. En conséquence, **il est proposé à Madame la Préfète de lever la mise en demeure.**

Concernant sa consommation d'eau au titre de l'année 2021, l'exploitant n'a pas respecté les 9 000 m³ autorisés. Il est regrettable que l'exploitant n'ait pas une autre source d'approvisionnement pour

les besoins en eau de ses chantiers TP / terrassement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <u>Exploitation de roche massive calcaire</u> Les caractéristiques de la carrière de roche massive calcaire, sont les suivantes : La superficie exploitable est de 28 ha. Le volume commercialisable est de 5 760 000 m ³ soit 15 000 000 t. La production maximale annuelle est de 600 000 t. La production moyenne annuelle est de 500 000 t. Les caractéristiques du gisement sont les suivantes : - une côte minimale d'extraction située à 28 m NGF, - une épaisseur d'extraction maximale de 95 m NGF. .../...
Constats : L'inspection a pu vérifier le respect des quantités autorisées en extraction au titre de l'année 2021 : environ 157 370 m ³ soit 401 482 t. L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection son plan d'exploitation "plan d'état des lieux" mis à jour le 15/12/2021. Le respect des conditions d'exploitation a pu être vérifié ; la côte minimale se situe au niveau du caniveau de collecte des eaux des installations secondaires (28,48 m NGF), le phasage d'exploitation, etc
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, DIVERS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Société des Carrières Vauclusiennes dont l'adresse est 115 rue de la Source - BP60029 Saint Saturnin-lès-Avignon exploitant une carrière située sur la commune de SAUVETERRE au lieu-dit La Montagne, est mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, en respectant les dispositions suivantes :</p> <p>Sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant ajoute une jauge témoin de type (a) suffisamment éloignée de la zone d'exploitation afin d'être non impactée par cette dernière conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ; • L'exploitant régularise la situation réglementaire du forage décrit ci-dessus au titre du code de la santé publique si usage sanitaire en transmettant à l'inspection des installations classées la justification du dépôt du dossier de régularisation auprès des services compétents, conformément à l'article 4.1.1.1. de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 ; <p>Sous un délai de cinq mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant procède à la mise en conformité des non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques n° R11912223-001-1 de l'APAVE en date du 05/02/2021, conformément aux obligations de l'article 7.2.3 installations électriques de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019. L'exploitant fournira dans les délais indiqués : • Sous 15 jours l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, une justification sous forme de bon de commande ou autre de l'engagement des travaux nécessaires à la résolution des non-conformités des installations électriques décrites ci-dessus. • Sous trois mois l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, un bilan d'avancement des mises en conformité électriques indiquées dans le rapport cité ci-dessus. <p>Ces délais ci-dessus courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'inspection a pu vérifier que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a révisé son plan de surveillance en déplaçant la jauge 1, jauge témoin de type (a) de sorte qu'elle soit non impactée par l'exploitation de la carrière et en amont du vent dominant. Ce déplacement est effectif depuis le 12/07/2021 ; • a régularisé la situation réglementaire de son forage en transmettant à l'ARS 30 un dossier de demande d'autorisation préfectorale d'une adduction privée d'eau destinée à la consommation humaine au titre de la santé publique (justificatifs ASH Ingénierie pour le compte de l'exploitant) suite à divers échanges avec le gestionnaire du réseau SUEZ puis les services techniques de la mairie de Sauveterre ; • a procédé à la mise en conformité des non-conformités électriques relevées dans le rapport de vérification des installations électriques n° R11912223-001-1 de l'APAVE en date du 05/02/2021. En effet, l'inspection a pu vérifier la levée des non-conformités électriques au fur et à mesure des travaux de mise aux normes réalisés par l'exploitant et/ou ses prestataires (cf rapports APAVE du 18/08/2021 et 02/03/2022 puis 20/07/2022, post inspection). Il subsiste une préconisation qui fait l'objet d'échanges techniques et de faisabilité entre l'APAVE et l'exploitant). <p>Les prescriptions concernant l'arrêté préfectoral n°21-046 DREAL du 25/10/2021 étant toutes respectées, il est proposé à Madame la Préfète de lever la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
Constats : Les prescriptions du présent article complètent celles de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8/01/2019. L'inspection a pu vérifier le plan de surveillance des émissions de poussières, réalisé initialement par PRONETEC le 2/03/2018 puis modifié en juin 2021 suite au déplacement de la jauge 1, jauge témoin de type (a), de sorte qu'elle soit non impactée par l'exploitation de la carrière et en amont du vent dominant, conformément à la réglementation applicable. Ce déplacement est effectif depuis le 12/07/2021. Une nette baisse de la quantité des retombées de poussières sédimentables au niveau de cette jauge 1 est constaté lors des campagnes de mesures réalisées depuis juillet 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Constats : Les prescriptions du présent article complètent celles de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8/01/2019.</p> <p>L'inspection a pu vérifier le plan de surveillance des émissions de poussières, réalisé initialement par PRONETEC le 2/03/2018 puis modifié en juin 2021 suite au déplacement de la jauge 1, jauge témoin de type (a), de sorte qu'elle soit non impactée par l'exploitation de la carrière et en amont du vent dominant, conformément à la réglementation applicable. Ce déplacement est effectif depuis le 12/07/2021.</p> <p>Il y a 1 jauge témoin de type (a), 1 station de mesure de type (b) (jauge 4) implantée au niveau du riverain habitant à proximité de l'entrée du site + 2 stations de mesure de type (c) (jauges 2 et 3) situées en limite de site, en aval du vent dominant.</p> <p>4 campagnes de mesures ont été organisées depuis le déplacement de la jauge 1.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à bien faire respecter la durée et la périodicité des campagnes de mesure qui doivent durer trente +/-2 jours et sont réalisées tous les trois mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats : Les prescriptions du présent article complètent celles de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8/01/2019.</p> <p>L'inspection a pu vérifier le bon suivi des retombées atmosphériques totales, assuré par 4 jauges de retombées, dans le respect de la norme NF X 43-014 (2017), depuis le 12/07/2021 (déplacement de la jauge 1).</p> <p>Aucun dépassement n'a été constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p>Constats : Les prescriptions du présent article complètent celles de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8/01/2019.</p> <p>L'emprise de la carrière n'étant pas située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site est remplacée par l'abonnement aux données météorologiques (direction et vitesse du vent, température et pluviométrie) fournies par Météo France avec un point observation virtuel issue de la station météo la plus représentative.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Les prescriptions du présent article complètent celles de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8/01/2019. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport annuel 2021 des mesures des retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owen, réalisé par Pronetec. Il convient de préciser que seules les mesures à compter de juillet 2021 (déplacement de la jauge 1) sont représentatives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La quantité d'eau consommée annuellement est de l'ordre de 9 000 m³. Le remplissage de la cuve tampon se fait automatiquement.</p> <p>L'arrosage réalisé pour l'abattage des poussières au niveau des pistes et de la plateforme de commercialisation se limite aux journées où le risque d'envol de poussières est important, c'est-à-dire en cas de temps sec et venté, ce qui concerne la majeure partie de l'année.</p> <p>La quantité d'eau consommée au niveau de la pulvérisation sur l'installation de traitement est variable suivant les quantités de fines produites, qui dépendent des caractéristiques de la roche traitée et des produits finis recherchés.</p>
<p>Constats : La quantité d'eau consommée au titre de l'année 2021 s'élève à 31 255 m³.</p> <p>Après échanges avec l'exploitant, il s'avère que l'eau consommée ne concerne pas exclusivement les besoins en eau de la carrière mais également ceux de la branche TP / terrassement de la Société des Carrières Vauclusiennes.</p> <p>L'exploitant ne sait pas fournir à l'inspection la quantité d'eau consommée inhérente aux activités de la carrière et de ses installations connexes (alimentation d'une cuve tampon dédiée aux besoins en eau des installations de traitement et des locaux sanitaires + alimentation d'une deuxième cuve pour les besoins du camion-citerne chargé d'arroser les pistes et des asperseurs fixes au niveau de la voie d'accès à l'entrée du site).</p> <p>Une part significative de l'eau consommée a été utilisée pour les besoins en eau des chantiers TP et terrassement, réalisés par la Société des Carrières Vauclusiennes, aux alentours de la carrière, notamment du chantier "La Via Rhona" : 30 km de pistes aménagées, avec comme contrainte stipulée dans le cahier des charges, l'absence d'émission de poussières. Ce chantier a duré de février à juin 2021. De nombreux autres chantiers ont nécessité des besoins en eau importants au second semestre 2021.</p> <p>Il convient de stipuler que l'exploitant, soucieux de la préservation des ressources de la nappe alimentée par le Rhône, a un partenariat avec la CNR en charge du suivi de ses piézomètres situés le long du Rhône. Aux dires de l'exploitant, sur les 10 dernières années, aucune influence significative sur cette nappe n'a été constaté.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant est tenu de respecter la quantité d'eau consommée annuellement pour les besoins de ses installations autorisées par son arrêté n°19-001N du 8/01/2019 et, estimée à 9000 m³.</p> <p>En conséquence, ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection la quantité d'eau réellement consommée pour les besoins desdites installations ICPE autorisées par son arrêté précité. L'exploitant doit veiller à obtenir les autorisations de prélèvement adhoc pour les besoins en eau de ses chantiers TP, distincts des installations ICPE autorisées.</p> <p>Au jour de l'inspection, au titre de l'année 2022, 4 134 m³ ont été consommés dont 1 705 m³ en juin 2022 pour notamment les besoins des chantiers TP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Contrôle des niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux acoustiques est effectué dès le démarrage des installations au moins une fois tous les 3 ans au niveau des points mentionnés sur le plan joint en annexe II.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23.01.1997 modifié.</p> <p>Constats : L'inspection a pu vérifier le respect des niveaux acoustiques (émergences et niveaux de bruits) des installations inspectées. En effet, l'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection le dernier rapport Pronetec relatif aux mesures de bruits environnementaux, suite aux mesures réalisées le 8/10/2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises et la met à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En outre, dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre à la réglementation en vigueur.</p> <p>Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p> <p>Constats : L'inspection a pu vérifier la conformité des installations électriques du site inspecté. En effet, l'exploitant a transmis, post inspection, à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques APAVE n°11912223-002-2 du 20/07/2022.</p> <p>Il subsiste une préconisation qui fait l'objet d'échanges techniques et de faisabilité entre l'APAVE et l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nîmes, le

Subdivision Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ N° 22-XXX DREAL
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

portant mise en demeure de la Société des Carrières Vauclusiennes de se conformer à la prescription de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 l'autorisant à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits ainsi qu'une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes, sur le territoire de la commune de SAUVETERRE au lieu-dit La Montagne

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre I du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 autorisant la Société des Carrières Vauclusiennes à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits ainsi qu'une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes, sur le territoire de la commune de Sauveterre au lieu-dit La Montagne ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur site le 30 juin 2022 ;
- Vu** le rapport de visite de l'inspection de l'environnement du 11 août 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé n° XXX du 17 août 2022, distribué le XX août 2022 ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier daté du XX mm 2022 ;

Considérant l'inspection menée sur le site le 30 juin 2022 ;

Considérant que la quantité d'eau consommée au titre de l'année 2021 s'élève à 31 255 m³ ;

Considérant que l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 susvisé prescrit notamment que : *"La quantité d'eau consommée annuellement est de l'ordre de 9 000 m³. Le remplissage de la cuve tampon se fait automatiquement.*

L'arrosage réalisé pour l'abattage des poussières au niveau des pistes et de la plateforme de commercialisation se limite aux journées où le risque d'envol de poussières est important, c'est-à-dire en cas de temps sec et venté, ce qui concerne la majeure partie de l'année.

La quantité d'eau consommée au niveau de la pulvérisation sur l'installation de traitement est variable suivant les quantités de fines produites, qui dépendent des caractéristiques de la roche traitée et des produits finis recherchés."

Considérant par conséquent que la Société des Carrières Vauclusiennes ne respecte pas les dispositions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les délais nécessaires de mise en conformité ;

Considérant que la Société des Carrières Vauclusiennes, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect de la quantité d'eau consommée annuellement

La Société des Carrières Vauclusiennes est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit La Montagne sur le territoire de la commune de SAUVETERRE, aux prescriptions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°19-001N du 8 janvier 2019, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 : Publicité et exécution

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de SAUVETERRE,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, notifié à la Société des Carrières Vauclusiennes.

La Préfète